

Zeitschrift: Bulletin mensuel de la Chambre de commerce suisse en France
Band: - (1921)
Heft: 11

Artikel: Restriction des importations en Suisse
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-889533>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

FOIRE DE LYON, PRINTEMPS 1921

Pour la troisième fois, la Chambre de Commerce Suisse en France a participé à la Foire de Lyon.

Quatre-vingt-douze maisons suisses nous avaient remis des catalogues que nous avons tenus à la disposition des personnes qui sont venues visiter notre exposition. En outre, une place toute spéciale avait été réservée aux Chemins de Fer Fédéraux, à l'Office Suisse du Tourisme, à la Foire Suisse d'Echantillons de Bâle, au Comptoir Suisse d'Alimentation, à Lausanne, au Bureau Industriel Suisse et à l'Exportateur Suisse. Nos délégués ont eu ainsi l'occasion de donner, sur notre pays et son industrie, un grand nombre de renseignements portant notamment sur des questions d'importation et d'exportation suisses, de tarif douanier, de transports, de tourisme, etc... A diverses reprises, des acheteurs qui ne trouvaient pas à la Foire les produits qu'ils cherchaient, sont venus aux stands de la Chambre de Commerce demander si les articles qu'ils désiraient étaient fabriqués en Suisse. Nous avons eu ainsi l'occasion de donner de nombreuses adresses de fabriques suisses.

Alors qu'en 1920, soixante-dix maisons suisses avaient loué des stands à la Foire de Printemps, quarante et une fabriques seulement ont exposé cette année-ci. Cette diminution est normale si l'on tient compte, d'une part, du change défavorable et, d'autre part, de la crise économique générale.

Les exposants suisses, s'ils n'ont pas, pour la plupart, pris de très nombreuses commandes, ont eu, cependant, l'occasion, soit de reprendre contact avec leurs anciens clients, soit d'entrer en relations avec des grossistes qui ont pu constater la bonne qualité de nos produits et se sont renseignés sur les prix.

Ces «enquêtes» auront certainement une bonne influence sur l'exportation suisse, dès que le change se sera amélioré.

La visite présidentielle a contribué à attirer à Lyon un grand nombre de personnes, parmi lesquelles il faut noter de nombreux agriculteurs des régions environnantes. Ce qui explique le succès tout particulier des maisons qui exposaient du matériel agricole.

EXPOSITION PERMANENTE DE NOYON

En raison du retard apporté par certains exposants dans l'installation de leurs constructions, la date d'ouverture de l'exposition de Noyon, primitivement fixée au 1^{er} mars, a dû être reportée au 8 mai 1921.

FOIRE-EXPOSITION D'ALGER

Le Commissaire général de la Foire-Exposition d'Alger nous informe que cette importante manifestation, due à l'initiative de la Confédération Générale des Agriculteurs d'Algérie, n'aura pas lieu, comme nous l'avons annoncé, du 16 avril au 8 mai prochain, mais bien du 21 avril au 22 mai.

TAXE

SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

La discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier certaines dispositions relatives à la taxe sur le chiffre d'affaires va venir, très prochainement, devant les Chambres.

Signalons, d'après *la Journée Industrielle*, parmi les principales modifications qu'il contiendra :

Les affaires conclues avant le 1^{er} juillet 1920 et qui n'étaient pas entièrement réglées au 1^{er} janvier 1921 seraient exonérées du paiement de la taxe.

Les négociants importateurs de matières premières qui auraient acquitté la taxe de 1,10 % au moment de l'importation seraient exonérés du paiement de la taxe lors de la première revente, si les matières n'ont pas subi de transformations et se trouvent dans l'état où elles ont été importées.

RESTRICTION DES IMPORTATIONS EN SUISSE

Nous publions, plus loin, sous la rubrique « Exportation — Importation — Douanes », la liste des marchandises dont l'importation en Suisse est subordonnée à une autorisation spéciale, en vertu de plusieurs arrêtés du Conseil fédéral basés sur les propositions de la Commission consultative prévue par l'or-

donnance pour l'exécution de l'arrêté fédéral du 18 février 1921.

Ces propositions ont été faites après examen approfondi de la situation. Au cours de cet examen, la commission a acquis l'impression que les importations effectuées actuellement à la faveur du change menacent dans leur existence les industries en cause et qu'une protection immédiate s'impose. Elle a estimé que des restrictions à l'importation sont de nature à apporter le soulagement nécessaire aux branches dont il s'agit et à obvier au chômage.

La Commission a voué aussi toute son attention à la question des prix. Dès l'entrée en vigueur des restrictions, les prix des produits de l'industrie du papier subiront, outre la réduction de 20 à 30 % intervenue en décembre dernier, une nouvelle baisse de 10 %, sauf pour ce qui concerne le papier à journal dont le prix, en vertu d'un arrangement conclu tout récemment entre les fabricants et la société des éditeurs, a été ramené de 88 fr. à 81 fr., avec 2 % d'escompte, une diminution de 98 fr. à 88 fr., ayant déjà été appliquée en décembre 1920. Une baisse est aussi intervenue, il y a très peu de temps, dans les autres branches dont il s'agit. La Commission et le Conseil fédéral attacheront à la question des prix toute l'attention qu'elle mérite et pousseront toutes les branches protégées à réduire progressivement leurs prix, lorsque les circonstances le permettront. En tout cas, il sera inadmissible que la restriction des importations entraîne un relèvement des prix dans n'importe quelle branche.

LE RÉGIME DOUANIER FRANÇAIS

Comme nous le faisons prévoir, dans notre dernier numéro, le Gouvernement français vient de procéder, par un décret du 28 mars 1921, au relèvement des droits du tarif général à l'importation, à raison d'un écart maximum de 300 % entre ce tarif et le tarif minimum. Cet écart était jusqu'ici de 150 % en général.

En ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique dont les importations sont soumises au tarif général, pour un certain nombre d'articles, et qui se seraient ainsi trouvés atteints par les nouvelles mesures, il a été entendu que le bénéfice du tarif général actuel leur serait conservé.

Très prochainement paraîtra un deuxième décret établissant des coefficients, les ajustant, les relevant ou les diminuant, s'il y a lieu, sur un grand nombre d'articles.

Un troisième décret suivra, ayant pour but de fixer un droit *ad valorem*, en substitution au droit spécifique, chaque fois que le coefficient appliqué aura paru exagéré.

Suisse

IMPORTATION — EXPORTATION DOUANES

IMPORTATION

Prohibition d'importation

Sont subordonnés, jusqu'à nouvel ordre, à un permis, l'importation et le transit indirect des catégories de marchandises ci-après désignées : (1)

1. Tonnelierie et boissellerie (numéro du tarif douanier 256 a/c).
2. Meubles en vannerie et vannerie (numéros du tarif douanier 278/280 ; 512/515).
3. Produits de l'industrie du papier et du carton (numéros du tarif douanier 292/295 ; 299/301 ; 303/310 ; 312/317 ; 326/327 ; 330/333 ; 335 ; 338 a/b ; 339 ; 340 a/b ; ex 641 : carton pour toitures).
4. Bouteilles en verre (numéros du tarif : ex 691/693).
5. Meubles en fer (numéros du tarif : 783 b et 784 b).
6. Boîtes en tôle (numéro du tarif : 789 a).
7. Cuir (numéros du tarif : 177, 179, 181, 182, 184, 190).
8. Chaussures (numéros du tarif : 193/197, 199/201).
9. Vin naturel jusqu'à 15° et moût en fûts (numéro du tarif 117 a).

Les demandes d'autorisation d'importation et de transit sont à adresser, en trois exemplaires, au Service d'importation et d'exportation du Département fédéral de l'Economie publique, à Berne, et, pour les vins, à l'Office Fédéral de l'Alimentation.

(Arrêtés du Conseil fédéral des 14 mars, 5 et 8 avril 1921).

Dérogations aux prohibitions d'importation

Les stocks de maïs et d'orge, de l'Office fédéral de l'alimentation ayant diminué sensiblement, des permis pour l'importation de ces articles sont accordés, à condition que l'importateur achète préalablement à la Confédération la moitié de la quantité de maïs ou d'orge qu'il a l'intention d'importer au lieu de la quantité égale exigée jusqu'à présent.

(Décision de l'Office fédéral de l'Alimentation des 5 et 9 mars 1921.)

(1) Nous apprenons que pour les marchandises figurant sous numéros 1 à 6, une autorisation spéciale d'importation est provisoirement accordée à la France.